

ÉDITORIAL

Le présent numéro de votre périodique et le suivant auront pour thématique la culture générale, en droite ligne du débat qui agita la sphère médiatique française au début de cette année. On sait en effet que la suppression de l'épreuve de culture générale à Sciences Po provoqua l'indignation d'un nombre important d'intellectuels français. À y regarder de plus près, cette épreuve n'est pas exempte de quelques défauts : elle encourage souvent les étudiants à énoncer des idées superficielles agrémentées de quelques citations. De plus, seuls quelques domaines de l'univers du savoir sont privilégiés, à savoir la littérature, la philosophie, l'histoire et les arts. La culture scientifique, les savoirs techniques, la sociologie, l'histoire économique, etc. sont regardés avec dédain. Il faut savoir aussi que, selon une étude sociologique récente, ce genre d'épreuve favorise incontestablement les candidats issus des milieux privilégiés. Enfin, l'épreuve de culture générale est une spécificité toute française : dans les pays voisins de la République, on est davantage intéressé par les compétences professionnelles que par les connaissances académiques¹. Mais qu'importe ! Si la suppression de cette épreuve a provoqué tant de débats, c'est qu'elle traduit incontestablement une peur devant un monde menacé par l'hyperspécialisation et où le citoyen se résumerait à un esclave ne lisant rien et participant à l'actuelle mise en coupe technique de l'humanité (Philippe Sollers)².

1 CHEMIN A. : « La culture générale, outil de sélection rouillé », in *Le Monde*, 15 avril 2012.

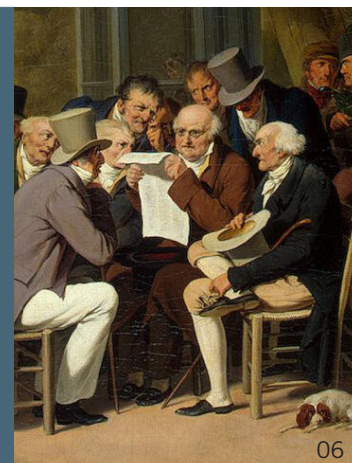
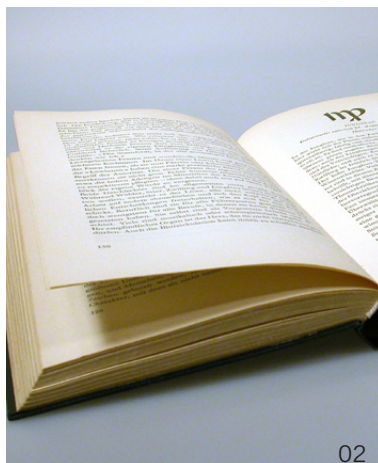
2 Idem.

En Belgique aussi la question de la culture générale ne laisse pas indifférent : les textes repris dans ce numéro et dans le suivant ne le prouvent que trop.

Comme indiqué dans le précédent numéro, votre périodique évolue. Dorénavant, vous n'y trouverez plus de numéros consacrés entièrement au Collège Belgique et au Collège des Alumni. On en revient à la formule traditionnelle d'un ou plusieurs numéros consacrés à une thématique bien précise. Bonne lecture !

SOMMAIRE

- 2 La culture générale**
 - De la volatilité de la culture générale 2
 - La culture générale ? Petits malins et grands nigauds... 3
 - Paris au vingtième siècle 5
- 6 Les Belges face à l'écroulement de l'Empire**
- 8 Nouvelles publications de l'ARB**



De la volatilité de la culture générale



Jacques De Decker
Secrétaire perpétuel de l'ARLLFB

La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Quoi, la faculté de Sciences Politiques de la Sorbonne, l'une des plus prestigieuses de France, ce réservoir de mandataires publics digne d'une nation des plus jalouses de ses élites, cette concentration de réflexion sur la chose publique, de ses méthodes et de ses principes, envisageait de supprimer du programme de ses épreuves d'admission un questionnaire de culture générale ! Tollé dans les gazettes : un fleuron de l'université française allait jeter aux oubliettes cette matière très symbolique qui fut si longtemps considérée comme le signe distinctif de l'humaniste, de l'honnête homme ? On a vu dans cette évacuation un indice de l'appauvrissement du bagage désintéressé de nos contemporains, une manière supplémentaire de tout sacrifier à l'utilitaire, à l'immédiatement rentable, de dépouiller la jeunesse en particulier de toute référence au patrimoine, à la lente sédimentation des savoirs, aux arts et aux techniques du passé, bref de tout un fond commun sur lequel notre civilisation passait pour s'être édifiée.

La mort, au demeurant mystérieuse, du directeur de l'établissement en question dans une chambre d'hôtel new-yorkaise, a quelque peu occulté ou du moins assombri le débat, mais il n'en demeure pas moins riche en résonances. Il demande en tout cas à être examiné de près, parce qu'il contient une des questions clés de la situation de notre société, souvent qualifiée d'amnésique.

Amnésie paradoxale, puisqu'on n'a jamais autant disposé de mémoires qu'aujourd'hui. Mémoires technologiques s'entend, et non mentales ou intellectuelles. De la même façon que les calembres ont permis de ne plus s'imposer quantité d'opérations qui étaient jadis le pont-aux-ânes des écoliers, que l'Internet est utilisé à l'envi pour vérifier les informations les plus diverses sans effort, que Wikipédia fait office d'encyclopédie à bon marché, l'accès à l'érudition tient lieu aujourd'hui de culture générale. Or, il s'agit là d'un profond malentendu.

Car la culture, *a fortiori* celle que l'on qualifie de générale, n'est pas une accumulation désordonnée d'informations manquant cruellement de hiérarchisation. La culture présuppose une organisation, une distinction nette de l'essentiel et de l'accessoire, une mise en pers-

pective qui tienne compte à la fois de critères objectifs et de la subjectivité de son dépositaire. Cette opération à double entrée n'est jamais innocente. D'une part, le sujet est le fruit de multiples conditionnements, il n'est jamais complètement autonome mais il peut tenter de le devenir en s'émancipant des idées qui l'ont forgé pour élaborer son propre système de référence. Quant aux critères dits objectifs, ils sont eux-mêmes provisoires, bien évidemment. Ils dépendent de la conjoncture politique, idéologique, historique où ils s'inscrivent.

De sorte, bien entendu, que la culture générale d'une époque n'est pas celle d'une autre. Il fut un temps où Shakespeare était méprisé, Vermeer ignoré, Beethoven rejeté, au point que Wagner a été contraint de le réhabiliter. En matière de science, il a fallu que le concept d'histoire des connaissances réputées vérifiables s'instaure

La culture, *a fortiori* celle que l'on qualifie de générale, n'est pas une accumulation désordonnée d'informations manquant cruellement de hiérarchisation.

pour que l'on admette que Galilée ou Evariste Galois ont été des jalons dans leurs disciplines respectives. Nous ne savons donc sans doute pas quelles sont les personnalités qui, aujourd'hui, importent vraiment et défieront le temps. En d'autres termes, la culture est une matière volatile, et tant mieux. On pourrait même avancer que l'un des torts que l'on a eus à son endroit, est d'avoir cru qu'elle ne pouvait être qu'immuable.

C'est peut-être là que le bât blesse. Le XIX^e siècle a introduit une conception muséale de la culture. Il a voulu figer une forme de palmarès défini une fois pour toutes, qui nimbe une série d'accomplissements humains d'une aura d'éternité. D'où l'inflation de l'usage de la notion de chef-d'œuvre et son caractère par définition contestable. Décider qu'un ouvrage humain est destiné à enchanter jusqu'à la fin des temps est évidemment une sottise. La fameuse boutade d'un récent président français mettant en cause la beauté inoxydable de la « Princesse de Clèves » a suscité les cris d'orfraie que l'on sait. Or, elle n'était pas si sottise. Le roman de Madame de la Fayette

est, par les mœurs qu'elle décrit, à des années-lumière de nos mentalités et de nos comportements. Sa forme, de plus, n'est pas de nature à le doter d'une résistance réelle à l'usure. Mais cette relégation parmi les vieilles

La si flatteuse désignation d'« humanités » est de moins en moins de mise à propos de ce qui est inculqué aux adolescents.

lunes ne justifie pas que l'on jette tout l'héritage culturel par-dessus bord. Au contraire : la culture est une sélection permanente, dans les réalisations du passé, de ce qui est de nature à nous éclairer aujourd'hui. Relisons *La République* de Platon : l'actualité de ses analyses politiques est sidérante.

Le vrai danger consiste à faire croire qu'on réinvente l'eau chaude à chaque génération. Le péril est de ne

pas pouvoir tenir compte des erreurs du passé pour pouvoir s'en garder au présent et à l'avenir. Et il faut bien reconnaître que cette démarche-là ne déserte pas seulement les auditoires universitaires : elle fait réellement des ravages dans l'enseignement secondaire. Au point que la si flatteuse désignation d'« humanités » est de moins en moins de mise à propos de ce qui est inculqué aux adolescents. C'est peut-être en raison de la discrimination sociale que cela crée entre les élèves qui peuvent compenser ce manque grâce à un environnement familial privilégié et ceux qui n'ont pas cette chance que la décision controversée a été prise au sein d'une institution comme Sciences Po que l'on sait hostile au processus de « reproduction » dénoncé notamment par Pierre Bourdieu. Mais n'aurait-il pas mieux valu lancer un signal d'alarme dénonçant un système pédagogique qui, à bien des niveaux, et pour des raisons qui ne lui sont pas toutes imputables, est plus soucieux de produire des têtes bien pleines que des têtes bien faites ? ▲

La culture générale ? Petits malins et grands nigauds...



François de Callatay
Membre de l'ARB
et Président du Bureau du Collège des Alumni

Les petits malins sont-ils en train de faire périlcliter notre société, entendue comme la somme des acquis matériels, intellectuels et spirituels qui conditionnent notre bien-être ? Par les petits malins, on vise bien sûr les dérives du monde de la finance et l'archétype de cupidité individualiste que celui-ci incarne désormais, au mépris de la survie du groupe. Mais en réalité, c'est vous et moi : nous sommes tous plus ou moins schizophrènes entre les principes humanistes et sociaux auxquels nous prétendons tenir d'une part, et notre manière de nous comporter comme consommateurs, voire comme contribuables de l'autre. À vrai dire, on nous y aide un peu dans un monde où il se dépense chaque jour un milliard de dollars en publicité et où, même dans de grands pays dits démocratiques, l'argent privé fait les élections.

On connaît la chanson : l'effondrement des grandes idéologies a laissé la voie libre aux enfants dénaturés d'Adam Smith, vingt ans de triomphe à présent de la pensée dite néo-classique (chez nous néolibérale) ; moins d'État, moins de règles, davantage de possibilités d'enrichissement personnel, augmentation partout des inégalités, effritement des classes moyennes avec basculement d'une partie de celles-ci dans la pauvreté, triomphe du patrimoine sur le travail, triomphe de la micro-économie au service de l'entrepreneur sur la macro-économie au service des États. Et depuis 2008 : échec à son tour de ce système, non encore officiellement déclaré en faillite ; contestation planétaire toutefois. Entre-deux sans doute. Absence de perspectives bien claires pour une alternative soutenable, cependant.

Que pèse alors « la culture générale » dans un tel contexte ? Assurément pas grand-chose s'il s'agit des auteurs classiques ou de la Princesse de Clèves. On a raison de brocarder cette culture générale-là si elle se conçoit d'abord comme un rempart contre l'ascenseur social. C'est en ce sens que Richard Descoings avait supprimé l'examen de culture générale au concours d'entrée de Sciences-Po. Mais on a tort s'il s'agit de se gausser de l'inutilité de ce savoir. Tort parce que précisément

La culture générale est l'antidote de ce double poison qui nous menace tous : technique décérébrée et court terme

les maux actuels dérivent de façon immédiate et lourde d'un monde de techniciens spécialisés, engagés qui plus est dans le court terme, lequel rime la plupart du temps avec le profit immédiat. C'est le cas du monde politique dont les préoccupations ne dépassent pas l'horizon électoral, et qui sera toujours tenté de laisser aux suivants l'impopularité des décisions qui fâchent, alors même que celles-ci apparaissent inéluctables (les retraites et le climat pour ne citer que ces deux-là) ; c'est le cas plus encore de la presse, qui est un contre-pouvoir d'autant moins efficace qu'il est engoncé dans l'émotionnel qui rapporte. C'est bien sûr le cas des acteurs privés de l'économie de marché, dont les yeux (et ceux de ceux qui les observent) sont rivés sur le prochain bilan. Partout le court-terme mène la danse. Avec Christian de Duve, répétons donc que pour notre malheur Darwin a raison : il se trouve que la sélection naturelle est bien le principe régulateur dominant et que ce principe agit toujours comme une régulation immédiate, sans prise en compte des conséquences différées.

Tout de même, il y a comme un aigu grincement. On peut bien admettre que les Votron et consorts n'ont pas pris la mesure de la toxicité des produits négociés par leurs traders. La parcellisation du savoir a toujours favorisé les apprentis sorciers. Echaudé, le monde du management se plaint depuis, et à voix de plus en plus audible, du manque de bagage de la génération montante. Des cadres sans surface. Des têtes bien pleines mais de moins en moins bien faites : ce n'est pas bon pour les affaires. Et il n'est pas bon pour le monde politique d'avoir éradiqué la figure de l'intellectuel au profit de celle des experts. Fini le poil-à-gratter de personnalités tonnantes, place à la docilité structurelle des savoirs fragmentés et rémunérés.

La culture générale est l'antidote de ce double poison qui nous menace tous : technique décérébrée et court terme, machines à fournir les meilleures réponses qui soient à des questions dont nous avons perdu le sens, que nous ne sommes plus capables de contextualiser tant pour nous-mêmes que pour les autres. Être des petits malins, c'est-à-dire des grands nigauds en somme, prêts aux errements néfastes quand nous imposons et à toutes les instrumentalizations quand nous subissons.

Nous convenons tous que la meilleure manière de préparer l'avenir est d'investir dans l'enseignement (mais il se trouve qu'aucun politique élu n'a le temps d'attendre dix ans). La culture générale fait partie du paquet. Plutôt que de développer dans ce court billet d'humeur la nécessité d'élargir les bases du savoir des décideurs de différents types, je voudrais plaider différemment et indiquer à quel point, dans un monde dont on dit volontiers qu'il a perdu ses repères, la culture représente une voie dorée pour un meilleur épanouissement de soi.

Les données du problème sont connues : être malheureux, c'est facile et il existe des recettes imparables pour ce faire (ce qui me rappelle *Le Manuel du parfait petit masochiste* que son auteur, Dan Greenburg, a articulé en quatre chapitres : 1. Perdre son emploi, 2. Perdre sa femme, 3. Perdre ses amis. 4. Enfin seul !). Être heureux, c'est très difficile et, s'il existait le début d'une recette, cela se saurait. Des enquêtes sociologiques récentes paraissent toutefois s'accorder sur plusieurs points à ce sujet : primo, l'argent fait bien le bonheur, mais jusqu'à un certain point seulement, soit \$ 75 000 de revenus par an aux Etats-Unis, après quoi il n'y a plus corrélation ; deusio, le paramètre qui génère le plus grand surcroît de bonheur des adultes est l'apprentissage pour l'apprentissage, et donc pas, comme on l'a longtemps cru, l'apprentissage en tant que moyen d'accéder à de meilleurs revenus.

Dans son *Écologie du bonheur* (Paris, Le Pommier, 2009), Éric Lambin accumule les arguments de nature strictement scientifique qui lient attitude écologiquement responsable et bonheur individuel ; je suis persuadé qu'il est possible d'entreprendre un travail de cette nature, largement quantifiée, à propos de la culture générale. Mais, sans même attendre d'emprunter le versant prometteur des neurosciences et de la chimie du cerveau, on peut convenir philosophiquement que, dans la mesure où nous ne vivons jamais que dans le présent, la meilleure manière de le rendre intéressant et donc jouissif est d'opérer la synthèse entre passé et avenir. Savoir d'où on vient, dans quel monde on évolue (la nature, les techniques, l'histoire, la condition humaine), pour avancer serein, éviter de s'abîmer à lutter contre des moulins, tout en se projetant fortement vers le futur à travers des entreprises comptables du passé : voilà la clé la plus sûre pour être en paix avec soi-même et avec les autres.

On est alors tout proche des deux maximes qui fondent l'antique sagesse grecque : « connais-toi toi-même » et « rien de trop ». On n'est pas loin non plus de l'adage latin « Artem non odit nisi ignarus » (seul l'ignorant hait les arts) qui trône, avec des variantes, en lettres de bronze sur différents musées du monde, dont les Musées royaux d'Art et d'Histoire, dans le Parc du Cinquantenaire à Bruxelles.▲

La culture représente une voie dorée pour un meilleur épanouissement de soi.

Paris au vingtième siècle



Bruno Colmant
Membre de l'ARB,
Directeur de la Classe Technologie et Société de
l'Académie

Qu'est-ce que la culture générale au vingt-et-unième siècle ?

On doit, bien sûr, se référer aux projets humanistes de Cicéron et à son interprétation reformulée lors de la Renaissance. Au reste, c'est sans doute Descartes qui en fournit l'expression la plus pertinente en avançant que « le but des études doit être de diriger l'esprit de manière à ce qu'il porte des jugements solides et vrais sur tout ce qui se présente à lui ».

Mais ces références historiques, ramenant essentiellement à la culture gréco-latine, sont désormais diluées dans le flou de communautés géographiquement, spirituellement et racialement plurielles.

Cette disqualification de l'apprentissage des sciences humaines par les sciences exactes avait été appréhendée par Jules Verne, dans son roman de 1863, « Paris au vingtième siècle ». Ce roman décrit les troubles d'un jeune homme, lauréat d'un prix de poésie latine, dans le monde de 1960 où la science a triomphé, alors que la littérature, la musique, la peinture sont méprisées. Dans ce monde de 1960, Jules Verne imagine l'abandon de l'apprentissage du grec et du latin dans les écoles, tournant la page de la Renaissance.

Le monde de 2012 ressemble furieusement à ce Paris du vingtième siècle.

Cette mutation englobe la sphère marchande à tel point que les entreprises avancent qu'elles formulent des valeurs et une culture d'entreprise.

Cette confusion sémantique n'est-elle pas l'illustration que l'exigence de la culture générale est progressivement remplacée par un apprentissage de certaines formations de commerce auxquelles on tente d'adosser des valeurs morales ? Cette interprétation de la culture la confinerait alors à un concept fondé sur le calcul et la règle cognitive, au contraire d'exprimer la variété des oppositions entre les perceptions, les spiritualités, savoirs, affinités et sentiments.

À l'intuition, un axe de réflexion exigerait de repenser l'apprentissage universitaire dans le sens de l'acquisition d'une culture générale correspondant à l'adaptabilité à d'autres savoirs.

Dans cette perspective, l'apprentissage de la culture générale ne serait pas un acquis en soi, mais s'exprimerait plutôt par le développement de la capacité à établir des liens transversaux entre différentes disciplines au moyens de prérequis culturels. La culture générale serait

Un axe de réflexion exigerait de repenser l'apprentissage universitaire dans le sens de l'acquisition d'une culture générale correspondant à l'adaptabilité à d'autres savoirs.

La notion de culture générale est indissociable du rapport au temps et à l'histoire.

À mon intuition, la notion de culture générale est indissociable du rapport au temps et à l'histoire. Or notre époque est caractérisée par un rapport éphémère au temps, dont l'ancrage devient tellement fugace qu'on peut se demander si l'apprentissage de l'histoire n'est pas réduit à une formulation suspendue en apesanteur dans un courant continu d'informations.

Cette situation conduit à la notion de mémoire transactive, selon laquelle la conceptualisation verticale est écartée au profit d'une connaissance superficielle et éphémère des événements.

Cette évolution est confortée par la plongée de nos communautés dans une économie marchande qui est bâtie sur les sciences exactes, dont l'apprentissage est plus démocratique, plutôt que sur les sciences humaines. Cela conduit à effacer la notion humaniste de culture générale au profit de la maîtrise d'un ensemble de techniques.

alors moins l'apprentissage de repères (qui s'opposerait à une précoce spécialisation de l'enseignement) que le développement de la capacité à supputer la complexité des événements.

L'économie, par exemple, qui est un sous-produit de la sociologie, du droit et de l'anthropologie, devrait être enseignée dans cette dépendance. Il faudrait revenir à la notion de la culture générale qui est fondée sur l'effort permanent de la structuration historique et contextuelle des événements plutôt que de se limiter à devenir les spectateurs d'un éphémère rapport au monde.

Ceci devrait conduire à repenser l'apprentissage des sciences humaines dans un contexte qui initie les étudiants aux différentes sensibilités artistiques, tout en les structurant en rapport à l'histoire.

Alors, comment circonscrire la culture générale au vingt-et-unième siècle ?

Elle devrait idéalement s'exprimer dans un rééquilibrage des savoirs au profit des sciences humaines. La culture générale se comprendrait alors mieux sous le vocable d'épistémologie.

Mais, plus largement, la notion de culture générale souligne la diversité qui interpelle l'universalité humaine.

L'acquisition d'une culture générale signifierait alors l'apprentissage et l'adaptabilité à la pluralité culturelle et à ses racines. ▲



Le capitalisme anglo-saxon : l'impreinte de Luther et de Calvin

L'enregistrement de la leçon dispensée par M. Bruno Colmant est disponible gratuitement à l'écoute et au téléchargement dans l'Audiothèque du site de l'Académie royale de Belgique.

www.academieroyale.be > « L'Audiothèque »

1812-1814 : les Belges face à l'écroulement de l'Empire

José Olcina

Professeur à la Haute École de Bruxelles.

Chargé de cours à l'Université catholique de Louvain.

Comment, vingt-cinq ans après la Révolution brabançonne, moins de vingt ans avant la naissance du Royaume de Belgique, les Belges, français depuis 1795, réagirent-ils face aux aléas militaires, politiques, religieux et économiques marquant la fin du régime napoléonien ? Quels facteurs influencèrent les dispositions des populations, ou leur expression ? Quelles variations ou différences d'attitude sont-elles décelables ? Il s'agit en traitant de tout cela, à partir principalement de la correspondance préfectorale, policière et militaire, de cerner les aspirations dominantes, d'approcher la réalité et la dynamique socio-politique en Belgique à la fin de l'Empire.

Durant la plus grande partie de la période napoléonienne, malgré les difficultés croissantes (guerre d'Espagne à partir de 1808, rupture entre le pape et l'empereur l'année suivante, inversion de la conjoncture économique à la fin de 1810) l'évaluation de l'opinion par les préfets en poste en Belgique fut habituellement rassurante et stéréotypée, notamment parce que focalisée sur le simple maintien de l'ordre et de la quiétude. En novembre 1812, en pleine campagne de Russie, le ministre de l'Intérieur, Montalivet, enjoignit cependant aux préfets de lui transmettre des rapports mensuels spécifiquement consacrés à l'esprit public, la pratique administrative révélant ainsi des préoccupations nouvelles ou du moins accentuées. La tentative de coup d'État d'allure républicaine du général Malet, fondée sur l'annonce de la mort de l'empereur en Russie, et l'expectative quant au résultat du conflit expliquent les préoccupations du gouvernement.

En Belgique, le désastre subi par Napoléon en Russie à la fin de 1812 remit en question la domination française. Les turbulences qui s'en suivirent ont traditionnellement été interprétées comme l'expression d'un rejet foncier de la domination étrangère dont les circonstances permettaient enfin l'expression et que les exigences accrues du pouvoir auraient seulement exacerbé.

À vrai dire, les populations des départements belges ne semblent pas avoir espéré la défaite française en 1812 mais à l'annonce de celle-ci en redoutèrent immédiatement les conséquences, sous forme d'un redoublement de la pression fiscale et conscriptionnelle. Elles fournirent cependant ce que l'autorité attendait d'elles et se montrèrent satisfaites ou concernées par les victoires remportées par les Français en Saxe au printemps 1813 contre les Russes et les Prussiens parce qu'elles semblaient rapprocher de la paix. L'armistice de Pleiswitz et les négociations qui s'en suivirent furent donc accueillies avec soulagement alors même que leur conclusion heureuse aurait évidemment maintenu la domination française.

La reprise des hostilités en août 1813, contre une coalition renforcée par l'Autriche, fut moralement accablante. Les aléas militaires des semaines suivantes maintinrent l'opinion en suspens jusqu'à ce que l'annonce, début novembre, de la défaite française de Leipzig laisse entrevoir des bouleversements rapprochés. C'est donc à l'automne 1813 que l'avenir politique commença d'occuper véritablement les esprits. Ce sont les événements qui imposèrent la question sans qu'on l'ait guère anticipée. L'interprétation, au moins sous-jacente, proposée par l'historiographie belge du XIX^e siècle, avec ses prolongements au XX^e, selon laquelle les défaites françaises de 1812-1813 en faisant sauter un barrage auraient permis le jaillissement et l'expression de sentiments jusque-là contenus, n'est pas convaincante. Il est révélateur que l'annonce de la retraite de Russie puis de Leipzig ne provoquèrent pas immédiatement une agitation antigouvernementale de grande ampleur. On réagit surtout quelques jours ou quelques semaines plus tard à l'annonce des trains de mesures prises pour faire face à la situation.

Longtemps on a insisté en Belgique sur la persécution ou la répression subie par l'Église sous le régime français. Cependant, à la fin de l'Empire, en dépit de son importance, le conflit religieux n'était pas central. Au milieu de 1813 il s'envenima suite à l'arrivée à Gand et à Tournai d'évêques nommés par l'empereur alors que la vacance des sièges épiscopaux était contestée. Pourtant, les espoirs et les craintes les plus pressants concernaient les chances de la guerre et de la paix. À aucun moment de l'année les préfets ne se plaignirent moins de l'esprit public, malgré toute l'agitation causée par l'arrivée des nouveaux venus.

L'historiographie belge a par ailleurs proposé une vision trop monolithique de l'opinion. La spécificité du pays liégeois est pourtant nette. À lire le préfet de Liège, c'est par lassitude, par découragement et par réalisme qu'on s'y détacha du régime. Il n'en croyait pas moins aux bonnes dispositions de ses habitants envers la France. L'autre fait saillant est la plus grande inquiétude des administrateurs en Flandre qu'en Wallonie.

Le patriotisme belge est à peu près absent de la correspondance des autorités françaises à la fin de l'Empire. C'est une donnée qui ne s'imposa en aucune manière à elles. Ni les plus sourcilleux, les plus inquiets ou les plus bavards des préfets, des policiers, ou des généraux, ne mirent en évidence une attitude ou des

mobiles patriotiques belges. Si l'on désirait le départ des Français, cela ne s'accompagna pas d'une forte affirmation belge. Aucun élan politique positif n'a d'ailleurs soulevé l'opinion en 1813. Elle fut essentiellement réactive. Quant aux confrontations effectives qui marquèrent les dernières semaines de la domination vacillante, en dehors de celles causées par la conscription, les autorités soulignèrent leur caractère social : les démunis espéraient tirer parti des circonstances pour se livrer au pillage et trouvaient en face d'eux gendarmes et gardes bourgeois, une convergence d'intérêts tactique rapprochant encore les notables et le régime.

En 1814, la restauration autrichienne était souhaitée par les anciens privilégiés, qui n'étaient cependant préoccupés que de leurs intérêts et l'envisageaient comme un moyen. Elle n'était pas sans exercer un attrait sur les classes populaires parce que par réaction aux difficultés du temps le régime autrichien faisait office d'âge d'or où les charges étaient moindres et la tranquillité mieux assurée. L'orangisme recruta ses adhérents parmi une fraction de la bourgeoisie. Dans une large mesure en tant qu'héritier du régime français. Cependant, la population n'éprouvait que tiédeur envers l'union belgo-hollandaise et s'y résigna. Le contexte même où celle-ci se prépara fut difficile. Les armées coalisées ne stationnèrent en Belgique que l'espace de quelques mois mais le traitement qu'elles lui infligèrent marqua la période séparant de la proclamation du royaume des Pays-Bas. Plus durable fut en outre la crise économique, peut-être amplifiée et sûrement prolongée par la séparation d'avec la France et, en 1814-15 au moins, par la concurrence britannique. L'évolution de l'opinion se poursuivit. La francophilie réaffleura dans le pays liégeois. Aussi en Hainaut et à Gand. Sauf exceptions, ce ne fut probablement pas le cas dans le reste de la Flandre et peut-être pas non plus dans le Namurois ou le Luxembourg. Mais les effets du dégoût éprouvé dans les régions situées sur la rive droite de la Meuse, placées alors sous administration prussienne, sont difficiles à évaluer.

Au total, à la fin du régime français, la guerre et les charges en résultant émergent comme les facteurs décisifs affectant l'opinion, moins déterminée, plus mobile, qu'on ne l'a habituellement décrite. ▽



POUR ALLER PLUS LOIN

José OLCINA,
L'opinion publique en Belgique entre 1812 et 1814.
Les Belges face à l'écroulement de l'Empire

Mémoire de la Classe des Lettres,
in-8°, 3e série, Tome LII, n°2069.
440 pages

En vente à l'Académie royale de Belgique au prix de 30 €.

Nouvelles publications DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE



Actes du colloque « Les minorités, un défi pour les États », Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2012, 272 p. (Mémoires de la Classe des Lettres, collection in-8°, 4 série, tome I)

Prix : 12 €



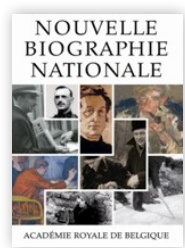
HENRY Albert, **Musique française. Prenzlau, Oflag A II, 1942-1943**, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2011, 96 p. (Mémoires de la Classe des Lettres, collection in-8°, 3 série, tome LX)

Prix : 20 €



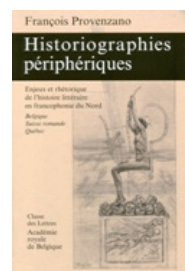
CLOSE Florence, **Uniformiser la foi pour unifier l'Empire. La pensée politico-théologique de Charlemagne**, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2011, 367 p. (Mémoires de la Classe des Lettres, collection in-8°, 3 série, tome LIX)

Prix : 25 €



Nouvelle biographie nationale, tome XII, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2012, 429 p.

Prix : 50 €



PROVENZANO François, **Historiographies périphériques. Enjeux et rhétorique de l'histoire littéraire en francophonie du Nord (Belgique, Suisse romande, Québec)**, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2011, 223 p. (Mémoires de la Classe des Lettres, collection in-8°, 3 série, tome LVIII)

Prix : 20 €

LA LETTRE DES ACADÉMIES

Palais des Académies 1, rue Ducale, 1000 Bruxelles

Téléphone +32 (0)2 550 22 41

Fax +32 (0)2 550 22 41

Courriel : lettre.academies@cfwb.be

Deuxième trimestre 2012

Dépôt : 5000 Namur 1

N° d'agrément P501352 | autorisation de fermeture BC10708

Directeur de la publication

Jacques De Decker

alf@cfwb.be

Rédacteur en chef

Olivier Damme

olivier.damme@cfwb.be

Comité de rédaction

Arsène Burny, Olivier Damme, François de Callatay, Jacques De Decker, Augustin Ferrand, Janos Frühling, Laurent Hansen, Hervé Hasquin, Guy Jucquois, baron Roberts-Jones, Marie-José Simoen, Jean-Jacques Van de Berg.

Impression

InterCommunications sprl & E.M.E.

Tirage

3100 exemplaires

Éditeur responsable

Guy Jucquois

Rue de Hanret, 40

5380 Cortil-Wodon

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Les textes peuvent être reproduits avec la mention

« La Lettre des Académies ».

L'abonnement est gratuit et peut être demandé auprès du rédacteur en chef.

Dépôt légal : 2011/9202/270

ISBN : 978-2-8066-0271-8

ISSN : 1782-5008

© Académie royale de Belgique, B-1000 Bruxelles, 2012.

► Cette lettre est produite par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (ARB), l'Académie royale de Médecine de Belgique (ARMB), l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises de Belgique (ARLLFB), The Royal Academies for Science and the Arts of Belgium (RASAB), l'Union Académique Internationale (UAI).